



FAQ

Egalité des chances

- L'égalité des chances commence lorsque tous peuvent atteindre les objectifs fixés à l'enseignement
- Quand il s'agit d'enseignement, l'égalité des chances ne signifie pas donner à tous la même chose mais donner à chacun ce qu'il lui faut pour atteindre les objectifs de l'enseignement.
- Aujourd'hui nous avons un système à deux vitesses : Si un parent veut un enseignement meilleur ou plus adapté à son enfant, soit il déménage, soit il choisit une école privée. Mais ce choix est réservé au parent qui en a les moyens financiers.

Nous avons déjà le choix

- L'école d'Etat exige l'enclassement au lieu de résidence et ce principe est maintenu avec rigidité.
- L'école gérée par l'Etat propose surtout un type d'enseignement, souvent influencé par les politiques au pouvoir. Ne reste souvent que l'école privée à proposer, parfois, une vraie alternative, une autre prise en charge, une autre approche et un autre type d'enseignement. Mais celle-ci est entièrement aux frais des familles. Nous n'avons donc le choix entre public et privé qu'en théorie. En réalité peuvent choisir entre public et privé que les familles aisées.
- Avec le libre choix de l'école et la diversité des écoles qui en découle, les enseignants aussi peuvent choisir l'école où exercer leur métier. Travailler en cohérence avec ses propres convictions, collaborer au profil d'un établissement, décider des investissements, bref, avoir plus de liberté et de responsabilité restitue l'enthousiasme et l'engouement des enseignants. Si, en plus, ils travaillent avec des élèves qui ont choisi l'école de leur propre gré, ils doivent affronter moins d'insatisfaction, contestation de leur autorité,... burnout. Le métier d'enseignant gagne en reconnaissance.

→ Aussi longtemps que *tous* les parents n'ont pas la possibilité de choisir, il n'y aura pas d'égalité de chances.

« Chèque scolaire » vs « forfait par élève » comme proposé par *lobbyparents.ch*

- Les médias ont fait un raccourci qui a créé une certaine confusion : *lobbyparents.ch* lance une initiative en faveur du libre choix de l'école pour tous en proposant le *forfait par élève* : L'Etat finance alors, avec un forfait par élève, des écoles libres ouvertes à tous qui renoncent à un écolage supplémentaire facturé aux parents. Le forfait correspond au montant moyen que « coûte » un élève à l'école d'Etat.
- Contrairement à la proposition de *lobbyparents.ch*, le chèque scolaire risque de renforcer l'actuel système scolaire à 2 vitesses. Avec le chèque scolaire il y aurait des écoles avec des moyens différents : celles qui peuvent fonctionner uniquement avec l'argent de l'Etat et d'autres qui auraient le chèque plus un écolage payé par les parents.
- Le chèque scolaire risque de perpétuer l'injustice sociale d'aujourd'hui : tous les parents ne sont pas en mesure de payer, même un petit écolage.

Chèque scolaire

- *Subventionne* toutes les écoles privées
- Les écoles plus chères demandent la différence aux parents

Forfait par élève selon *lobbyparents.ch*

- *Finance* les écoles reconnues ouvertes à tous
- Celles-ci sont donc gratuites pour les parents.

→ Avec le forfait par élève proposé par *lobbyparents.ch*, toutes les écoles *ouvertes à tous* ont les mêmes moyens. Ainsi tout enfant peut profiter à chances égales d'une offre scolaire diversifiée.

Avec le choix de l'école on prive l'école publique de moyens

- Selon l'art. 19 de la constitution fédérale, l'Etat doit prévoir pour chaque enfant l'argent nécessaire à sa formation : « Le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit est garanti. »
- Aujourd'hui l'Etat conserve la somme que lui « coûteraient » les enfants scolarisés dans le privé. Le canton de VD p.ex. épargne plus que 100 millions CHF. Pourtant le système scolaire est financé par les impôts de tous. Il est donc juste que l'argent des parents soit versé à l'école de leur choix.
- Ces écoles à choix sont, de fait, toutes « publiques » puisque ouvertes à tous et gratuites. Elles sont toutes cadrées par l'Etat qui doit d'abord les autoriser, qui contrôle l'atteinte des objectifs et qui les finance. Seule leur *organisation* ou *gestion* est assurée soit par l'Etat, soit par la société civile (association de parents, habitants d'une région, etc.).
- Avec les problèmes du système actuel on risque de priver la Suisse de son unique matière première qu'est la formation.

Mais on objecte que les écoles privées ne veulent pas le financement étatique ; elles craignent de perdre leurs libertés

- *Lobbyparents.ch* représente avant tout les intérêts des parents et des enfants. Il ne s'agit donc justement pas d'une initiative pour les écoles privées, mais pour le choix de l'école par les parents.
- Chaque école privée devra décider si elle veut entrer dans le nouveau statut d'école libre ouverte à tous et bénéficier donc du financement public à condition d'être ouverte pour tous et de ne pas demander un écolage supplémentaire aux parents.
- Certaines écoles privées saluent notre initiative ; d'autres ne s'y intéressent pas du tout (écoles élitistes) ; d'autres encore la combattent par peur de la concurrence car une partie de leurs élèves pourraient choisir des écoles libres ouvertes à tous (gratuites) plutôt que des écoles privées (payantes).
- La constitution fédérale garantit la liberté de l'enseignement (cf. art. 22). Au lieu de craindre de perdre de la liberté, toutes les écoles devraient se battre pour la liberté. La liberté est un combat quotidien et éternel. Les écoles auraient le soutien des parents.

Intégration et cohésion sociale

En quoi l'école créerait-elle des liens sociaux ?! L'état des choses aujourd'hui :

- Dans les lycées publics il n'y a que 7% élèves qui sont issus de familles socio-économiquement défavorisées ou d'un niveau d'instruction faible.
- Les écoles ou classes à problèmes présentent jusqu'à 90% d'élèves allophones.
- Un tiers des élèves n'atteignent pas les objectifs ; 20% d'élèves sont en si grande difficulté à la fin de leur scolarité qu'ils n'arrivent pas à lire le journal et à trouver une place en formation professionnelle.
- Des élèves sont exclus du système scolaire public avant la fin de leur scolarité sans que l'on propose de solutions. Si les familles n'ont pas les moyens financiers pour choisir une école autre que celle des pouvoirs publics ou les compétences pour se battre en discutant, légalement etc., ils ne peuvent rien faire et l'avenir de l'enfant en question est détruit et peu adéquat pour la société.
- Les écoles reflètent leur entourage, la population du quartier. Ceci est dû à *l'urbanisme* avec ses beaux quartiers et ses quartiers populaires ainsi qu'à *l'enclassement* dans le quartier de résidence. **Il existe donc des ghettos - sans ou avec très peu de mixité.** Aujourd'hui, seule la famille aisée peut, si elle le souhaite, retirer son enfant d'une telle école. Avec le choix de l'école pour tous, tout élève aurait la possibilité de changer d'école. Pourquoi faut-il garder des enfants dans des écoles qui ne fonctionnent pas? Et pourquoi ce seraient encore une fois les enfants des milieux plus défavorisés qui devraient y être gardés? Ce serait seulement à eux de maintenir un lien social quand tous les autres sont partis?
- Beaucoup d'enseignants d'écoles libres engagées aimeraient s'installer avec des concepts adaptés dans des localités « difficiles » socialement. Ils ne peuvent pas le faire parce qu'ils seraient obligés de demander des écolages que ces populations ne peuvent pas payer.

Avec le choix de l'école :

- Selon l'étude du Dr. Stefan Wolter¹, ce sont les familles défavorisées qui profiteront le plus du choix de l'école sans barrières financières.
- Dans la même étude, il affirme que la ségrégation se fait plus par l'aménagement urbain de nos villes (quartiers ghettos : quartier aux loyers bon marché, quartier résidentiel, etc.) que par le choix de l'école.
- Selon l'étude de l'OCDE (déc. 2007), le principal résultat pratique est que « la responsabilité, l'autonomie et le choix semblent bénéficier à l'ensemble des élèves, plutôt que de nuire aux élèves de milieux défavorisés. En particulier, le choix supplémentaire généré par les fonds publics accordés aux établissements scolaires privés est associé à une forte diminution de la corrélation entre les résultats des élèves et leur milieu socio-économique d'origine » .
- Si des élèves partent en grand nombre d'une école, celle-ci doit se remettre beaucoup plus vite en question et trouver des solutions qui répondent aux besoins de son entourage et de la population locale.
- Avec le forfait par élève, des écoles adaptées pourraient s'installer dans les localités défavorisées et influencer aussi les établissements gérés par l'Etat.

La cohésion sociale se fait surtout :

- par une meilleure formation et pas par le nivellement vers le bas
- par la liberté et l'invitation de participer, par la fortification et valorisation des identités culturelles et pas simplement par le mélange en classe où finalement les mêmes se retrouvent en classe de développement

Quelle confiance et estime, l'Etat accorde-t-il à ses électeurs et citoyens que nous sommes, nous les parents, quand il dit que les parents ne sauraient pas choisir?

- Comment l'administration pourrait-elle savoir mieux que nous (et les enseignants) qui vivons et travaillons avec nos enfants quotidiennement depuis leur naissance et encore au delà de l'école obligatoire ce qui convient à nos enfants?!
- C'est une question de transparence et de communication : l'Etat, quand il organise la scolarisation, peut présenter l'offre scolaire dans la région.
- Avec le choix de l'école pour tous, toutes les écoles s'améliorent. Ainsi en profitent aussi ceux qui n'auraient pas pu ou su choisir.

Mais il y a des parents qui ne s'intéressent pas du tout

- Le choix est une possibilité et pas une obligation. Qui n'a pas choisi pourrait être enclassé selon les mêmes critères et procédures qu'aujourd'hui.
- Avec le choix de l'école pour tous, toutes les écoles s'améliorent. Ainsi profitent aussi ceux qui ne choisissent pas délibérément.

« Concurrence du marché libre »

- Il n'y a pas de marché libre puisque l'Etat est prévu comme régulateur. Il ne s'agit pas de produire des bénéfiques, puisque l'Etat finance, selon la constitution fédérale, un enseignement de base suffisant et gratuit pour chaque enfant.
- Nous parlons *d'émulation*.
- Cette émulation, née par le choix, augmente la qualité de toutes les écoles : elle permet au système de rester innovateur, de trouver vite des réponses adéquates à des besoins actuels et/ou locaux. La Suisse a le système scolaire le plus coûteux du monde ! Pour des résultats médiocres !
- Cette émulation est vécue par les enseignants des pays qui ont le choix de l'école comme « constructive et stimulante », comme « condition pour la créativité et l'innovation ».
- Il y a actuellement un besoin parmi les enseignants d'aller faire des stages dans d'autres écoles, mais ce n'est pas forcément soutenu par les établissements.

Vous n'êtes juste pas contents de devoir payer les impôts et les écolages de l'école privée !

- Nous signalons que l'Etat épargne des impôts encaissés chez tous les parents sur le dos des enfants qui ne fréquentent pas l'école d'Etat. Il épargne plus de 100 millions par année au canton de Vaud.
- La constitution fédérale dit que chaque enfant a droit à un enseignement suffisant et gratuit.

¹ Dr. Stefan C. Wolter, Die Schule zwischen der Gewalt des Staates und der Gewalt des Marktes, conférence lors de la Worlddidac 2002.

- Si l'on favorise la diversité et crée le statut d'écoles libres ouvertes à tous qui ne demandent pas d'écologie supplémentaire aux parents il n'y a pas de raison de ne pas financer la formation d'un enfant qui choisit une telle école. Au contraire, c'est un tort de ne pas la financer !

Le libre choix de l'école crée un « tourisme scolaire », les mamans-taxis

- Déjà aujourd'hui on accepte dans les cantons de NE, JU, VS et VD des déplacements au moment où l'on ferme des écoles dans les villages en faveur de grands centres scolaires. La même chose, quand l'administration maintient rigide l'enclassement sur le lieu de résidence, même dans les cas où l'école la plus proche serait celle de la commune voisine.
- Pourquoi y a-t-il une telle peur d'un tel exode de l'école d'Etat? Si elle satisfait ses utilisateurs, personne ne la quittera.
- Dans les pays qui ont le libre choix de l'école, on a fait l'expérience que 80-95% des parents/élèves choisissent l'école du quartier. Mais tous ceux qui ont besoin, ceux dont le seuil de souffrance est dépassé, pourront aller ailleurs.

Tout cela pour une minorité ?!

- Même si seulement une minorité infime change d'école réellement, *tous* ont la *possibilité* de le faire au besoin.
- Chaque enfant compte ! Peut-on accepter de sacrifier un seul enfant sur l'autel d'un monopole d'école, d'une école unique ? Peut-on continuer à obliger un enfant de « gâcher » 10 ans de son enfance et de sa jeunesse dans une école qui ne lui convient pas, qui l'angoisse ou qui l'ennuie, qui le démotive peut-être à jamais pour l'apprentissage?
- Il s'agit d'un *principe de liberté*. Plus une démocratie est développée, plus elle laisse de la liberté et de la place à la participation des citoyens.
- Il s'agit aussi d'un *principe de justice sociale* : tous doivent avoir la même possibilité d'accès à toute l'offre pédagogique autorisée dans les limites évoquées. Dans notre système scolaire actuel, peuvent sortir de l'enclassement forcé seulement les familles qui ont les moyens financiers pour déménager dans un autre quartier / une autre commune ou pour inscrire leurs enfants dans une école autre que celle des pouvoirs publics, plus adaptée à leurs besoins.
- Il est inadmissible que 90% des élèves dans les classes de développement soient des étrangers. Egalement, il est inadmissible que seulement 7% des élèves du gymnase soient issus de familles défavorisées. Et finalement, c'est un mauvais signe que jusqu'à 60% des élèves de l'école obligatoire dans le canton de ZH (au canton de VD de tels chiffres ne sont pas publiés...) aient besoin de mesures de soutien. Visiblement, ici, on cherche à adapter l'enfant à l'école et on fait la politique de pansements.

Comment se fait-il que vous n'êtes pas satisfait de l'école publique ?

- L'école publique est bonne pour une partie des élèves, mais en tant que modèle unique elle devient toujours moins performante face à une société multiculturelle toujours plus complexe.
- Les exigences envers l'école publique augmentent et se diversifient continuellement : soutenir les faibles, nourrir suffisamment les doués, intégrer les étrangers, etc.
- 50% des élèves de l'école primaire ont besoin de cours de soutien et thérapies spécialisées.
- Un seul type d'école ne peut tout bien faire !
- Les opinions sur « la bonne école » divergent parmi les politiciens, enseignants, parents.

→ Il y a un besoin de diversité et de la coexistence de différents types d'enseignement, même au sein d'un même bâtiment scolaire.

Mais il y a Harmos !

- Harmos est une réforme qui concerne l'école gérée par l'Etat et qui n'est pas touchée par la pétition ou l'initiative de lobbyparents.ch
- Harmos pourra être un atout de l'école d'Etat, un critère pour la choisir.
- Néanmoins, la mise en place de ces réformes est très lente. Et elle a déjà coûté des millions de CHF.

C'est trop compliqué !

- Le choix de l'école n'est rien de nouveau. Il a été expérimenté dans différents pays, notamment les pays nordiques, et fait ses preuves (cf. étude de l'OCDE déc. 2007). Il suffit d'aller voir les mises en oeuvre p.ex. dans les pays nordiques et prendre ce qui semble marcher, l'adapter et le développer en Suisse.

- En Suisse il existent également des exemples. Certains cantons connaissent le libre choix du gymnase. Au canton de Vaud existent des écoles privées financées par l'Etat comme l'école hôtelière de Lausanne.
- La mise en œuvre du choix de l'école pour tous dans ses détails n'est pas de la compétence des parents de l'association mais de la législative. Nous ne sommes que les électeurs ayant besoin de la possibilité réelle de choisir l'école.
- Nous Suisses sommes de bons organisateurs – il n'y pas de raison que l'on n'arrive pas à faire chez nous la même chose et encore mieux...

Il faudra construire de nouvelles écoles et puis ces bâtiments seront vides au bout de 3-4 ans !

- On n'aura pas besoin de plus de bâtiments : le nombre d'élèves reste le même ou baisse, si une classe se remplit, une autre se vide. Si un modèle fonctionne bien et attire beaucoup d'élèves, il peut s'étendre et ouvrir une filière dans un bâtiment qui s'est vidé...
- On peut envisager un délai d'inscription tôt dans l'année pour gagner du temps pour l'organisation.

Est-ce que c'est le bon moment ?

- Pour nous parents il y a urgence. Dans ce sens tout moment est bon pour manifester notre besoin.
- Actuellement le débat autour de l'école est relancée avec initiatives (Ecole 2010), la réforme Harmos et le projet de modernisation de la loi scolaire. Dans ce débat, lobbyparents.ch amène la demande des parents de réaliser le droit fondamental du choix de l'école pour tous.
- Les cantons de VD et GE ont particulièrement beaucoup d'écoles privées ! C'est le signe d'un besoin ou de parents ou de l'économie.
- Partout l'école d'Etat se trouve devant des attentes toujours plus grandes et diverses.
- Aujourd'hui, ce que l'on apprend à l'école ne suffit plus pour toute une vie. Il est crucial pour notre pays, où la formation de la population est la matière première par excellence, que nos enfants gardent l'envie d'apprendre tout le long de leur vie et qu'ils gardent leur créativité : nous avons besoin de personnes qui savent résoudre de problèmes et moins de personnes qui exécutent des ordres. Aussi dans ce sens, il est important que les enseignants, modèles pour nos enfants, puissent montrer autonomie et responsabilité !
- Le choix de l'école adviendra, de toute façon, ce n'est qu'une question de temps.

Et les zones périphériques, va-t-on les abandonner ?

- C'est l'Etat lui-même qui ferme des écoles en zone périphérique pour « manque de rentabilité » ! Avec le choix de l'école pour tous, des citoyens peuvent sauver ces écoles, grâce au forfait par élève et souvent aussi par une solidarité naissante : il n'y a alors pas de questions de rentabilité mais un investissement pour le bien des enfants et leurs familles:
- Selon l'initiative des parents des écoles peuvent naître partout. Actuellement, 7 écoles sur 10 que l'Etat ferme en Allemagne sont réouvertes grâce à l'initiative de parents et du système qui le permet à tous.
- L'école de village en danger de fermeture peut attirer de nouveaux élèves des villages voisins avec une offre attractive, s'il n'y a plus l'enclassement au lieu de domicile et si elle exploite les libertés que la loi scolaire lui laisse.

Quel est le risque d'apparition d'écoles fondamentalistes ?

- S'il n'y pas d'écoles fondamentalistes aujourd'hui, cela veut dire que les lois actuelles suffisent pour éviter une telle dérive.
- Notre initiative en faveur du choix de l'école n'en crée pas la possibilité parce que toutes les écoles financées par l'Etat doivent accepter tout le monde sans discriminations. Une école fondamentaliste par contre est une école qui pratique l'exclusion et ne pourrait donc pas bénéficier du financement de l'Etat.